

aboratoire italien



Recherche

[Sommaire](#)[Document suivant](#)

[22/2019 « Sans recourir à la violence » : la société italienne face aux terrorismes et aux mafias \(1969-1992\)](#)

Dossier

S'opposer au terrorisme et à la mafia : les luttes citoyennes à Milan (1968-1993)

Lotte civili a Milano, tra terrorismo e mafia (1968-1993)

Fighting terrorism and the mafia: civil struggles in Milan (1968-1993)

Nando dalla Chiesa

Traduction de **Charlotte Moge**

Cet article est une traduction de :

[Lotte civili a Milano, tra terrorismo e mafia \(1968-1993\)](#)

[Résumé](#) | [Index](#) | [Plan](#) | [Texte](#) | [Notes](#) | [Citation](#) | [Auteur](#)

Résumés

[Français](#) [Italiano](#) [English](#)

L'article analyse la manière dont la société milanaise a combattu deux phénomènes qui l'ont attaquée au cours des 25 années comprises entre 1968 et 1993 (l'année de la mise en examen du dirigeant socialiste Bettino Craxi et du massacre mafieux de Via Palestro), à savoir le terrorisme, surtout de gauche, et la mafia. En d'autres termes, il s'agit de concevoir l'histoire de la métropole la plus riche et la plus cosmopolite d'Italie sous un angle particulier. L'article ne porte ni sur les luttes économiques et syndicales, ni sur les luttes politiques de Bettino Craxi, de la Ligue ou de Silvio Berlusconi, mais sur la lutte contre deux ennemis directs de la démocratie et de la légalité. On propose donc quelques notes critiques sur l'histoire de deux mouvements différents qui se sont succédé au fil du temps, deux mouvements citoyens plus encore que politiques ou syndicaux, tous deux entendant défendre les institutions. Celui qui s'oppose au terrorisme est moins structuré et moins visible ; celui qui lutte contre la mafia est plus conscient, plus organisé, plus massif. Tous deux sont forcés de faire face à la méfiance et aux préjugés culturels, tous deux sont marqués, en particulier le second, par une forte présence de jeunes et d'étudiants. L'histoire et l'analyse naissent et se nourrissent de la mémoire directe de l'auteur qui, pour différentes raisons, a participé intensément aux deux mouvements, en jouant d'ailleurs, dans le second cas, un rôle d'animateur. Le genre choisi est donc celui du « journal intime sociologique ».

[Haut de page](#)

Entrées d'index

Mots-clés :

[antimafia](#), [terrorisme](#), [mafia](#), [mobilisation citoyenne](#), [Milan](#), [1968-1993](#)

Keywords :

[antimafia](#), [terrorism](#), [mafia](#), [civil mobilization](#), [Milan](#), [1968-1993](#)

Parole chiave :

[antimafia](#), [terrorismo](#), [mafia](#), [mobilitazione civile](#), [Milano](#), [1968-1993](#)

[Haut de page](#)

Plan

[Avant-propos : presque un journal](#)

[Le Milan de la fin du XX^e](#)

[Terrorisme à Milan](#)

[La lutte contre le terrorisme](#)

[Mafia proche, mafia lointaine](#)

[L'école, mais pas seulement, contre la mafia](#)

[Note finale](#)

[Haut de page](#)

Texte intégral

[PDF](#) [Signaler ce document](#)

[Avant-propos : presque un journal](#)

- 1 Sur la naissance de ce cours et sur les motivations scientifiques et citoyennes, je renvoie à N. d ([...](#))

1 J'écris ces notes sur l'histoire de Milan avec une posture particulière. En sociologue engagé, bien sûr. Je ne fais pas partie de ces chercheurs en sciences sociales qui laissent les événements de leur temps glisser sur eux et qui aiment se concentrer sur les problèmes internes à leur discipline. Diplômé d'économie, chargé d'un cours de sociologie économique, j'ai finalement décidé de changer d'enseignement précisément pour mieux me consacrer aux urgences de la société à mon époque, et en particulier à la mafia, en créant à l'université de Milan le premier cours de sociologie de la criminalité organisée de l'enseignement supérieur italien¹.

- 2 J'ai récemment raconté ces choix politiques de jeunesse et la façon dont je les ai vécus dans G. C ([...](#))
- 3 Impossible de ne pas renvoyer aux belles anthologies photographiques d'Uliano Lucas : U. Lucas éd. ([...](#))

2Mais bien sûr, ma « posture particulière » ne se résume pas à cela. Parce qu'en effet, on m'a invité à écrire sur l'histoire de Milan en faisant spécifiquement référence aux mouvements contre le terrorisme et la mafia. Et pour différentes raisons, il se trouve que j'ai, à bien des égards, vécu intensément ces expériences, notamment en tant que protagoniste direct. Le terrorisme, avant tout. Je fais partie, sans nostalgie mais avec fierté, de la génération des soixante-huitards, puisque j'ai eu dix-huit ans précisément quand j'entrais à l'université, pendant l'année académique décisive : 1967-1968. J'ai milité avec une implication croissante dans le mouvement étudiant milanais puis dans l'un de ses plus directs débouchés politiques (typiquement milanais) : le Movimento lavoratori per il socialismo, né en 1976 et qui s'est ensuite uni à un autre groupe de la nouvelle gauche de l'époque, le PDUP, Partito di unità proletaria². J'ai pu ainsi observer directement l'émergence puis l'explosion des pulsions terroristes à l'intérieur du plus grand cycle contestataire de la seconde moitié du siècle. J'ai des souvenirs précis de discussions, de querelles, de camarades du mouvement qui disparaissent subitement, de crimes. Certaines photographies qui immortalisent cette époque³ me suggèrent chaque fois que « j'y étais » ou que « je les connaissais », du ciel noir à midi des obsèques des victimes de piazza Fontana en décembre 1969 jusqu'à l'élève du « Carlo Cattaneo », le lycée où j'enseignais alors, planté au milieu de la via De Amicis en mai 1977 avec son pistolet pointé vers le lieu où allait être tué le brigadier de police Antonio Custra. À cette époque, presque rien n'a mûri ou ne s'est déroulé à Milan sans que je sois impliqué avec surprise, horreur, volonté de réagir.

- 4 Sur l'engagement antiterroriste de mon père, voir A. Galli, *Dalla Chiesa*, Milan, Mondadori, 2017 ; (...)

3Mais il y a une autre raison, et pas des moindres, qui a fait de moi un témoin spécial. Mon père, le général des carabinieri Carlo Alberto dalla Chiesa, fut justement pendant longtemps, à deux reprises entre 1974 et 1981, responsable de la lutte contre le terrorisme, à la tête de services spécialisés des forces de l'ordre⁴. Il devint ainsi, d'emblée, la première cible de ce qu'on appelait le « parti armé ». Même s'il ne parlait pas de ses opérations à la maison, je vécus tout de même les incompréhensions auxquelles cette lutte s'est heurtée, devinai les raisons de ses choix stratégiques, et m'habituai à voir aussi de ce point de vue (émotif et rationnel) l'histoire du terrorisme, et du peuple italien qui devait le combattre. Je me rappelle pratiquement chaque mois de ces années-là, si bien que Google ne me sert qu'à vérifier les dates exactes de certains faits.

4Ce fut pendant ces années de peurs et d'angoisses, sans les possibilités de communication dont nous disposons aujourd'hui, que ma mère mourut d'une crise cardiaque. Elle vivait chaque jour sans savoir si mon père en sortirait vivant. Seuls les silences des journaux télévisés de la nuit lui confirmaient qu'il n'avait pas été tué. Cinq jours après le énième assassinat, qui avait frappé un magistrat très proche de lui, le juge Riccardo Palma, ma mère fit un infarctus qui ne pardonna pas. Je me posai des questions radicales, que je n'ai pas la place de décrire ici. J'endossai la charge d'analyste du terrorisme au sein de mon mouvement, dans une pièce sans fenêtre du siège, surnommée pour blaguer « l'Asinara », le nom de l'île où mon père avait obtenu que les terroristes les plus dangereux soient enfermés.

- 5 Pour une reconstruction du contexte et des responsabilités de ce crime, je renvoie à N. dalla Chiesa (...)
- 6 Il en reste une trace dans les notes prises pendant ma première année d'engagement pratiquement in (...)
- 7 « “Cercate i mandanti nella Dc”. Il figlio di dalla Chiesa accusa i potenti siciliani », entretien (...)

5 Mais de façon incroyable, il en alla de même avec le mouvement antimafia aussi. Car mon père, une fois terminée son expérience à la tête de la lutte contre le terrorisme, qui était désormais sur le déclin après les premières confessions dévastatrices des repentis, fut envoyé en Sicile comme préfet de Palerme pour coordonner la lutte contre la mafia, qui s'était désormais lancée dans un défi ouvert et sanglant contre l'État. Cette fois il fut tué, le 3 septembre 1982⁵. Son meurtre bouleversa l'Italie et convainquit beaucoup de citoyens, surtout les plus jeunes, que la mafia était une question nationale et pas seulement sicilienne. Je me retrouvai presque naturellement à la tête du mouvement antimafia, à la suite de certains faits assez simples. Avant tout par mon choix de réagir, de me battre pour obtenir vérité et justice et de faire bouger l'opinion publique nationale, en courant d'un bout à l'autre du pays⁶. Ensuite par la force symbolique de mon nom. Enfin, parce que j'étais devenu une référence objective à cause d'un entretien avec un des plus grands journalistes de l'époque, Giorgio Bocca, dans lequel j'avais brisé tous les tabous et dénoncé, en les nommant, les responsables politiques de l'assassinat de mon père⁷.

6 Milan, aussi grâce à cela, fut avec Palerme la ville qui se mobilisa avec le plus de vigueur, donnant ainsi vie dès le début des années 1980 à un important mouvement antimafia, surtout dans les écoles. Je m'engageai, à travers une activité fébrile de témoignage et de dénonciation, dans la fondation d'un cercle et d'un mensuel (qui allaient avoir une certaine influence), écrivis des livres, participai à la fondation d'un mouvement antimafia (le « Mouvement pour la démocratie-La Rete ») qui allait me faire entrer au Parlement en 1992 et m'amener à être candidat en 1993 à la mairie de Milan, où je fus battu par la Ligue du Nord. Comme on peut l'imaginer, je me rappelle également tout de ces années-là, même de ce qui n'est pas passé dans la mémoire collective et encore moins dans l'histoire écrite.

- 8 Récemment : N. dalla Chiesa, « Una nuova stagione per il movimento antimafia », *Narcomafie*, année (...)

7 Voilà pourquoi dans ces brèves notes, plus qu'aux bibliographies possibles, j'aurai surtout recours à mes souvenirs, à mon *histoire vécue*, en citant régulièrement – entre autres – mes écrits qui l'ont accompagnée. Évidemment, j'utiliserai mes connaissances de sociologue pour doser, relier et enfin encadrer et contextualiser les faits. Mais la plus grande contribution que je pense pouvoir apporter est justement de mener une analyse comme on le ferait dans un journal personnel. D'autant plus qu'une grande partie du matériel que j'évoquerai, à bien y réfléchir, n'a trouvé de place nulle part. Il n'existe en effet pas d'histoire de la lutte contre le terrorisme. Tandis que sur l'histoire de la lutte contre la mafia à Milan on ne trouve, de fait et malheureusement, que les choses que j'ai moi-même écrites⁸.

Le Milan de la fin du XX^e

- 9 Pour un portrait plus général du Milan d'après-guerre, voir G. Petrillo et A. Scalpelli éd., *Milan* (...)
- 10 M. Portanova, G. Rossi et F. Stefanoni, *Mafia a Milano: sessant'anni di affari e delitti*, Milan, M (...)
- 11 N. dalla Chiesa et M. Panzarasa, *Buccinasco: la 'ndrangheta al nord*, Turin, Einaudi, 2012.

8 Le Milan dont je vais parler dans ces notes est une réalité aux deux visages. La ville où se développe le terrorisme et où, avec quelques années de retard, se forme un mouvement antiterroriste est encore la ville modelée par le boom économique de l'après-guerre, entre la fin des années 1950 et le début des années 1960. Une ville industrielle avec une périphérie peuplée d'usines. Qui compte

beaucoup de pôles ouvriers. En ville (Innocenti, Pirelli, Officine meccaniche, par exemple) et surtout en dehors de la ville (Breda, Falk, Alfa Romeo). Une ville qui a trouvé en même temps la recette du bien-être et du réformisme sous la houlette des socialistes. Une ville cultivée, pluraliste, où les deux plus grands partis nationaux, la Démocratie chrétienne et le Parti communiste ne dépassent jamais, ensemble, 50 % des voix. Une ville riche d'institutions culturelles (de la Scala au Piccolo Teatro de Paolo Grassi et Giorgio Strehler) et d'activités éditoriales, du *Corriere della Sera*, à Mondadori et Rizzoli. Une ville qui est en train de digérer deux vagues successives d'immigration, des années 1950 et des années 1960⁹. Et où s'exprime la contestation étudiante la plus forte et la plus longue d'Europe un peu à cause de tous ces facteurs (hétérogènes) : une tradition participative, une bourgeoisie sensible aux thèmes réformistes, une vive composante méridionale parmi les étudiants, une culture ouverte et cosmopolite, une mobilité géographique et sociale élevée, le contact étroit avec un fort mouvement ouvrier. Cette même ville, en vérité, est aussi le théâtre des premières entreprises mafieuses, à cause des nombreux boss mafieux assignés à résidence dans la périphérie milanaise, mais surtout de certaines arrivées stratégiques dans une zone métropolitaine considérée comme idéale pour les trafics internationaux¹⁰. Mais les deux phénomènes, terrorisme et mafia, doivent être hiérarchisés. C'est le premier qui s'impose et qui marque la vie publique, soumet à ses fureurs les sentiments et les pratiques collectives, imprime son signe sur le visage de la ville. La seconde reste bien tapie dans les plis du quotidien, enkystée, ni vue ni comprise même lorsqu'elle sort brutalement à découvert¹¹.

- 12 B. Rizzo, V. Merlin, F. Calamida *et al.*, *1969/2009, a quarant'anni dall'autunno caldo*, Milan, Ediz ([...](#))

⁹Cette ville industrielle est le théâtre d'importants conflits. Qui touchent le monde de l'université, y compris l'université catholique, mais surtout le vaste monde des usines, où une classe ouvrière longtemps sous-payée par rapport au reste de l'Europe profite d'une compétitivité accrue sur les marchés internationaux pour réclamer (et obtenir) d'importantes conquêtes syndicales : sur les salaires mais aussi sur les conditions de vie à l'usine, de la nocivité à l'organisation du travail¹². Une ville de progrès et de participation mais, en quelques années, moins d'une décennie, une ville de peurs et de reflux industriel, avec les prémices de la désindustrialisation : elle voit s'affirmer rapidement, comme le certifiera le recensement de 1981, une primauté relative de l'emploi dans les services.

¹⁰Le Milan qui voit grandir le mouvement antimafia est plutôt différent du précédent. Ne serait-ce que du point de vue psychologique, et de l'imaginaire collectif, qui semble libéré comme par enchantement du cauchemar de la lutte armée, dont seuls les échos sont restés dans l'opinion publique. La ville redécouvre le goût du divertissement, redécouvre la confiance en soi. Il y a une formule publicitaire qui reflète à la perfection cette espèce de nouvel esprit public : « Milan, une ville à boire ». Une ville où le futur semble promettre une course collective vers le succès. Milan endosse pleinement son nouveau rôle en modifiant sa structure économique. L'industrie est remplacée par un ensemble cohérent de nouvelles activités et de nouveaux secteurs. La mode, le design, la télévision, la publicité, la recherche, la finance, le secteur privé de la santé, la spéculation immobilière. Dans ce nouveau contexte – le passage de la production de biens matériels à celle de biens immatériels –, même la culture ouvrière, même la discipline d'usine semblent être un souvenir du passé, tout comme la contestation qui a occupé les rues et les places pendant une décennie. On parle de classes émergentes, de yuppies milanais, dans une métropole qui s'internationalise et qui n'oublie cependant pas le rôle de la culture et des professions intellectuelles dans la formation finale de son identité.

- 13 Pour une lecture nationale de ces processus, voir E. Santarelli, *Storia critica della Repubblica*: ([...](#))

- 14 Une lecture convaincante de cet événement est proposée par G. Colombo dans *Lettera a un figlio su (...)*

11 Sur le plan politique, la capitale lombarde acquiert une physionomie spéciale : elle devient l'épicentre du craxisme, terme qui renvoie à l'idée de socialisme et de pouvoir dessinée progressivement par le leader national du Parti socialiste, Bettino Craxi, icône majeure du Milan de cette époque¹³. Une ville plurielle, donc, mais résolument socialiste, puisque le jeu des équilibres nationaux et le rôle d'interdiction et de suggestion culturelle magistralement joué par le parti font de lui, pendant toutes les années 1980, la véritable clef de voûte du nouveau « réformisme ». Jusqu'à l'explosion de Tangentopoli et au déluge judiciaire de 1992¹⁴.

- 15 D. della Porta et A. Vannucci, *Corruzione politica e amministrazione pubblica: risorse, meccanismi (...)*
- 16 C. Stajano, *Un eroe borghese*, Turin, Einaudi, 1991. Sur le même sujet, on trouve aussi le livre du (...)

12 Mais l'on doit rappeler au moins deux autres caractéristiques de cette nouvelle identité urbaine. La première est l'injection dans les veines économiques de la métropole de capitaux mafieux provenant du tout récent monopole de Cosa nostra – la mafia sicilienne – sur le marché de l'héroïne en Méditerranée. Depuis la fin des années 1970 s'ouvre la phase du blanchiment en grand style de ces capitaux, avec des effets visibles dans les nouveaux et miraculeux empires qui remplacent les industries d'autrefois : dans la finance, dans l'immobilier, dans la communication. Ce qui change de fait sous divers aspects l'ADN d'une partie de l'économie milanaise. La seconde caractéristique est la formation progressive, sous l'impulsion pénétrante de nouvelles mœurs politiques, d'une sorte de « régime de la corruption », à savoir des circuits d'affaires et de corruption qui mêlent, à travers des mécanismes bien réglés, politique, entreprises et professions libérales¹⁵. La révolte éthique tarde toutefois à se manifester. Même l'assassinat de l'avocat Giorgio Ambrosoli commandité par le financier et banquier mafieux Michele Sindona, en cavale aux États-Unis, bien qu'il ait lieu à Milan en 1979, ne produit aucune réaction civile et culturelle en ville pendant plus d'une décennie. Il faut un livre à succès de l'écrivain Corrado Stajano (*Un eroe borghese* [Un héros bourgeois]) pour restituer à la ville ce moment de son histoire et la compréhension du système de pouvoir sous-jacent¹⁶.

Terrorisme à Milan

- 17 On renvoie ici au classique et inoubliable *La strage di Stato: controinchiesta*, Rome, Samonà e Sav (...)

13 Le terrorisme dont je parle dans ces notes est le terrorisme de gauche. Puisque c'est celui-ci qui, à travers une longue série d'assassinats et de « jambisations » [c.-à-d. tirs dans les jambes], a ensanglanté la ville en continu. Qui l'a tenue en échec pendant des années (en particulier de 1976 à 1981) et a modifié en profondeur ses habitudes et ses sentiments quotidiens. Cependant, il est impossible d'évacuer de notre scénario le rôle qu'a joué dans l'histoire milanaise et italienne un épisode de terrorisme qui ne naît pas à gauche, mais est justement pensé pour frapper la gauche : le massacre de piazza Fontana du 12 décembre 1969¹⁷. L'après-midi de ce jour, désormais gravé à jamais dans la mémoire nationale, une bombe à retardement explose à l'intérieur de la Banque nationale de l'agriculture, causant la mort de dix-sept personnes. Comme cela est désormais acquis, y compris sur le plan judiciaire, le massacre a été organisé par des membres de l'extrême droite avec la protection et la complicité d'individus liés aux services secrets. Et il fait partie d'une

stratégie générale de déplacement à droite des équilibres politiques, remis en cause par les luttes sociales et étudiantes de 1968 et 1969.

- 18 Sur le massacre de Brescia, voir en particulier B. Tobagi, *Una stella incoronata di buio: storia d (...)*
- 19 Il vaut la peine de citer ici Mario Moretti, un des plus influents chefs des Brigades rouges, parm ([...](#))

14Piazza Fontana est toutefois un événement central pour notre reconstruction, pas seulement parce qu'il rappelle que dans les années dont nous parlons il y a également eu un terrorisme de droite, et sous certains aspects « d'État », responsable d'autres massacres à d'autres endroits du pays (Brescia, Bologne, le train *Italicus*[18](#)). Mais parce qu'il a vraisemblablement accéléré le choix des noyaux extrêmes de la contestation de se lancer dans la lutte armée comme « seule réponse efficace » à un pouvoir qui s'était montré prêt à utiliser la violence meurtrière pour réprimer le « péril communiste »[19](#).

- 20 Le thème revient dans certaines biographies racontées dans G. Bianconi, *Mi dichiaro prigioniero po (...)*

15Piazza Fontana représente ainsi pendant ces années-là, en particulier à Milan, ce qui a été appelé la « perte de l'innocence ». L'origine de prises de conscience et de décisions plus radicales. Peut-être même un alibi pour les mettre en pratique et franchir le grand pas vers le terrorisme. Celui-ci s'enracine surtout dans les grandes usines, chez les ouvriers comme chez les techniciens (le cas de Sit-Siemens est emblématique, c'est là que se rencontrent les futurs brigadistes Mario Moretti, Corrado Alunni, Paola Besuschio et Giorgio Semeria), et chez les jeunes les plus acculturés et politisés. Il décolle en particulier grâce au nouveau rôle du Parti communiste après les succès électoraux de 1975 (aux régionales et aux municipales) et de 1976 (législatives). La stratégie du compromis historique avec la Démocratie chrétienne et le rôle de maintien de l'ordre joué au niveau local par le PCI renforcent, dans beaucoup de secteurs du mouvement, la conviction que les poussées révolutionnaires doivent sortir de la démocratie conflictuelle pour s'exprimer directement par le conflit armé[20](#). D'autant plus que le nouveau conseil municipal milanais de gauche interdit, pour des questions d'ordre public, les manifestations du samedi après-midi, instituées depuis plusieurs années pour renforcer la participation politique, mais qui provoquent souvent des désordres dans la rue. C'est ainsi que se rompt le cordon ombilical entre la gauche officielle et la gauche révolutionnaire, même si le Parti socialiste milanais maintient la possibilité d'un dialogue. Dans ce contexte, la dissolution du mouvement « Lotta continua » (dont le quotidien survit avec succès), due à l'impossibilité de contenir les poussées insurrectionnelles internes, ouvre de nouveaux espaces au développement de la lutte armée, investis par les formations de l'« Autonomie ouvrière », qui sont fortes dans les quartiers périphériques, dans certains lieux de travail et parmi les étudiants les plus jeunes.

- 21 Pour comprendre l'effet moral de ce crime, voir R. Agasso, *Aula 309: storia del giudice Guido Gall (...)*

16Milan est le théâtre, à ce moment-là, d'une impressionnante séquence de crimes : meurtres de dirigeants d'entreprise, de professionnels, de membres des forces de l'ordre, de juges, ou « jambisations » de personnages très célèbres dans l'histoire citadine, comme le journaliste Indro Montanelli. Mais certains crimes frappent davantage l'opinion publique progressiste, qui à bien des égards exprimait parfois, jusque dans ses salons, sa sympathie pour les terroristes. Deux d'entre eux, réalisés par l'organisation « Prima Linea », concernent deux magistrats. Le premier est Emilio Alessandrini (janvier 1979), le juge d'instruction qui avait réfuté la piste anarchiste indiquée par le

gouvernement pour le massacre de piazza Fontana, le premier à privilégier celle du néofascisme et des services secrets. Même si aujourd'hui on sous-évalue l'effet politique de son assassinat, je me rappelle clairement que – précisément à cause du rôle courageux qu'Alessandrini avait tenu dans l'enquête sur le massacre – se manifesta l'idée, au sein de la nouvelle gauche, que la lutte armée jouait un sale jeu ou du moins un jeu incompréhensible, et pour la première fois émergea l'idée, jusqu'alors impensable, de dénoncer les terroristes, et pas seulement politiquement. Le second est Guido Galli (mars 1980), un autre magistrat démocrate, professeur de criminologie à l'université de Milan et abattu précisément dans l'université avec son code pénal à la main. Le choix de la cible et du lieu de l'assassinat frappe énormément les esprits²¹. Et les militants de gauche comprennent bien que l'université publique est le bastion du Movimento lavoratori per il socialismo, héritier direct du mouvement étudiant de 1968, qui a pris ouvertement position contre le terrorisme, allant jusqu'au conflit physique avec les militants de l'Autonomie ouvrière.

- 22 La meilleure contextualisation du meurtre de Walter Tobagi dans l'histoire politique et culturelle ([...](#))
- 23 Sur ces polémiques, qui n'épargnèrent pas la magistrature, voir A. Spataro, *Ne valeva la pena*, Rom ([...](#))

17Deux mois après, en mai 1980, le meurtre du journaliste du *Corriere della Sera* Walter Tobagi, trait d'union entre le parti socialiste et le monde de l'information, a également un effet retentissant²². Son rôle politique, en ces temps de forte polémique entre socialistes et communistes, amène le leader socialiste Bettino Craxi à accuser sans détour les milieux proches du PCI d'avoir suggéré, directement ou indirectement, la cible aux jeunes assassins, dont deux étaient issus de la bourgeoisie milanaise de l'édition²³. Au fil des crimes, les proximités se brisent. Des événements « mineurs » influent également dans ce sens, comme l'expédition punitive au cercle Perini qui, toujours en 1980, est menée par les Brigades rouges en représailles contre « les faits de la via Fracchia » (une irruption des carabinieri dans la planque des brigadistes de Gênes, qui s'est soldée par la mort de quatre terroristes après un échange de tirs). Dans ce cas aussi, le choix du lieu et de la cible provoque l'indignation, même parmi les jeunes de la gauche des banlieues. Ceux qui sont « jambisés » en tant que « valets de Cossiga » (alors chef du gouvernement) sont en effet les membres d'un cercle d'inspiration démocrate-chrétienne qui, depuis les années 1950, promeut culture et participation populaire dans le quartier dégradé d'immigrés de Quarto Oggiaro.

- 24 Pour la documentation, on renvoie évidemment à Isodarco, *Venti anni di violenza politica in Italia* ([...](#))
- 25 G. Bianconi, *Eseguendo la sentenza*, Turin, Einaudi, 2008.
- 26 Sur les confessions de Patrizio Peci et le contexte de la lutte armée, voir P. Peci, *Io, l'infame*, ([...](#))

18Le contexte, naturellement, s'inscrit dans un cadre plus vaste. Celui des violences non terroristes – et cependant parfois meurtrières – qui marquent pendant toutes les années 1970 le conflit idéologique à Milan comme à Rome²⁴. Celui de l'assassinat de Moro (1978)²⁵ et du grand traumatisme politique qui s'ensuit. Celui des premiers aveux de Patrizio Peci (1980), chef de la « colonne » piémontaise des BR, et de l'avantage pris par les forces de l'État²⁶. Celui des quatre enlèvements simultanés en 1981 (dont l'enlèvement et l'horrible meurtre « transversal » de Roberto Peci, le frère de Patrizio), qui – pensés comme une grande démonstration de force – deviennent de fait le tombeau final de la lutte armée.

La lutte contre le terrorisme

19 Comment réagit ce Milan industriel et cultivé, ouvert et réformiste, et surtout cette capitale de la contestation, à l'offensive terroriste ? La réponse n'est pas simple, en ce sens que l'on ne peut pas dire qu'il existe un vrai *mouvement* antiterroriste, qui rentre dans les typologies de mouvement auxquelles on pense normalement (étudiant, syndical, pacifiste, écologique, ou antimafia). C'est-à-dire qu'il n'y a pas un mouvement qui se définit comme tel, avec ses leaders, ses militants et ses activités suivies. On peut dire en revanche qu'il y eut différentes formes de lutte contre le terrorisme, par ailleurs présentes de manière inégale au cours des différentes périodes.

- 27 L'esprit de l'époque est bien reconstitué dans M. Capanna, *Formidabili quegli anni*, Milan, Rizzoli (...)
- 28 C. Stajano et M. Fini, *La forza della democrazia: la strategia della tensione in Italia, 1969-1976*(...)
- 29 Organismes de base du mouvement, qui pouvaient avoir une dimension locale, par lycée ou par faculté (...)
- 30 Voir les écrits d'un autre leader de la contestation milanaise, fondateur par la suite du Movimento (...)

20 De nouveau, il semble juste de faire référence à la grande blessure de piazza Fontana, puisque la recherche de la vérité sur le massacre, la dénonciation de ce qu'on appelle la « stratégie de la tension », la construction d'un sens commun populaire qui bat en brèche la théorie de la « bête anarchiste » donnent véritablement vie à un mouvement *sui generis*, qui naît dans le sillage de 1968. Pendant des années, il est alimenté par des journalistes confirmés et inconnus, des militants syndicaux et politiques, des intellectuels et des étudiants²⁷. Il se mêle naturellement au très fort mouvement « contre la répression » du début des années 1970²⁸. Et c'est peut-être justement dans cette phase durant laquelle se répand le verbe de la clandestinité et du passage à la lutte armée contre un État qui couvre voire organise les massacres qu'apparaît la première forme de lutte contre le terrorisme. En effet, on sent monter, à l'intérieur du mouvement dans son ensemble, une critique sévère des présupposés théoriques du terrorisme qui vient. La polémique fait rage, notamment à travers la promotion d'imposants « collectifs de cadres »²⁹ contre les positions qui émergent au sein de Potere operaio (qui n'était pas très influent à Milan) et contre l'orientation vers la clandestinité d'une partie des comités antifascistes. Comme si l'on pressentait le risque imminent, on désigne clairement la démocratie comme le seul terrain possible pour la croissance des instances révolutionnaires³⁰. Cela malgré les attentats fascistes. Les deux lieux de référence les plus importants de cette bataille idéologique sont, pour les étudiants, l'université de Milan et, pour les syndicats, la Camera del lavoro [Bourse du travail].

21 Toutefois, cette phase embryonnaire de critique est traversée par des réactions variées, incrédules et sceptiques, face aux premières actions symboliques (des petits chefs enlevés pour peu de temps) revendiquées par les Brigades rouges. On les nomme « les soi-disant Brigades rouges » car, d'une part, la mémoire du brouillage des pistes lors de l'enquête sur piazza Fontana est encore fraîche (y compris le « suicide » à la préfecture du cheminot anarchiste Giuseppe Pinelli pendant un interrogatoire) et, d'autre part, les attaques anticommunistes incitent instinctivement à refouler ce sigle inconnu de l'univers de la gauche.

- 31 N. dalla Chiesa, « Del sessantotto e del terrorismo: cultura e politica tra continuità e rottura » (...)
- 32 À nouveau B. Tobagi, *Come mi batte forte il tuo cuore*, op. cit.

22 Il n'y avait cependant pas que du scepticisme. Parce qu'une partie substantielle du mouvement éprouve de l'intérêt et de la curiosité pour le bond révolutionnaire qui se profile. Elle ne s'enrôle pas mais elle « suit ». Et il y a par ailleurs – même dans la radicalité des différences – d'importantes

continuités culturelles entre 1968 et le terrorisme, qui expliquent que si le terrorisme n'est pas l'enfant naturel, l'évolution évidente de 1968, il en est certainement *l'un* des enfants les plus encombrants, l'une de ses principales dérivations historiques³¹. Entendons-nous bien : ceux qui regardent ces débuts avec curiosité constituent cette partie du mouvement qui, jusqu'en 1978-1979, parlera de « camarades qui se trompent ». Ou pire, celle qui pense et qui pensera que c'est intéressant, voire prestigieux d'avoir un terroriste à dîner (bien entendu, on ne le dit pas mais tous les invités le savent)³².

23En définitive, il y a *une première phase* qui mêle méfiance/neutralité et critique politique venant de l'intérieur (les « collectifs de cadres »). Tandis qu'en parallèle, sur le front conservateur, émergent de nouveaux mouvements qui dénoncent la violence « rouge », en mettant dans le même panier batailles de rue, occupations, piquets de grève dans les usines, guets-apens « antifascistes » et brigadisme. Parmi eux, il faut signaler surtout le mouvement dit de la « majorité silencieuse », qui donne vie à d'importantes manifestations sous la houlette d'un jeune dirigeant démocrate-chrétien, Massimo De Carolis (ensuite enlevé et « jambisé » par les terroristes en 1975), et qui trouve son porte-étendard dans le quotidien *Il Giornale*, fondé par Indro Montanelli en opposition avec le *Corriere della Sera*, accusé d'être justement trop tolérant envers l'hégémonie communiste.

24Après cette période, dans laquelle il serait honnêtement difficile de distinguer la critique, le scepticisme ou le refoulement, y compris dans l'attitude d'une seule et même personne, s'ouvre une période de dénonciation, la *deuxième phase*. Le point de rupture, ce sont les morts. Après les enlèvements, les actions ponctuelles dites « *mordi e fuggi* [mords et enfuis-toi] », les séquestrations (la plus importante étant celle du juge Sossi à Gênes juste avant le référendum sur le divorce, ce qui légitime la théorie des « soi-disant » Brigades rouges), le sang coule. Encore à Gênes, encore contre un magistrat qui avait eu un rôle décisif en refusant « l'échange de prisonniers » demandé par les BR pour relâcher Sossi (qui avait été ensuite de toute façon relâché). Dès lors, le sang coule beaucoup, à Milan également, comme on l'a dit. La dénonciation émane surtout des partis et des syndicats, même s'ils ont des positions différentes. La plus dure est celle du PCI, qui voit dans la lutte armée un projet visant à le faire reculer dans son avancée vers le gouvernement, mais qui voit aussi les risques d'une réduction de la démocratie. C'est ce que l'on nomme l'« arc constitutionnel » qui est mobilisé contre les attaques terroristes.

- 33 L. Annunziata, *1977: l'ultima foto di famiglia*, Turin, Einaudi, 2007.

25La mobilisation dans les usines et les écoles est difficile, entre autres parce qu'en 1977 les manifestations resurgissent, en particulier à Bologne et à Rome, et qu'apparaissent sur la scène de nouvelles subjectivités, des radios libres aux « Indiens métropolitains » jusqu'à l'« Autonomie ouvrière », réédition non déclarée de l'ancien *Potere operaio*, avec l'apparition, à Milan aussi, de la lutte armée « de masse » (l'utilisation d'armes dans les manifestations)³³. Face à la stagnation politique des « gouvernements de coalition », la dénonciation du terrorisme se brise, presque impuissante, contre un nouveau sens commun révolutionnaire. Je me rappelle avoir tenu un collectif de lycéens, dans un établissement très politisé (le « Feltrinelli ») où à la fin je me rendis compte que, malheureusement, la seule manière de faire changer d'idée à ces jeunes serait d'« aller dans le mur », c'est-à-dire d'affronter la dure épreuve des faits. Le pistolet, le célèbre P38, était devenu une sorte de mythe, la garantie et le symbole du passage fatidique de la société bourgeoise à la maturité du communisme. Comment pouvais-je les convaincre qu'on allait vers une défaite, quelles démonstrations factuelles pouvais-je utiliser, puisqu'il n'y avait pas de précédents auxquels se confronter ? Le *Movimento lavoratori per il socialismo* entra en lutte contre l'Autonomie ouvrière, en opposant à leurs incursions dans les manifestations communes son service d'ordre si redouté. Mais la neutralité, voire l'indulgence, continuait à peser. Toujours en 1980, j'assistai en personne, en passant par piazza Fontana, à un meeting de *Democrazia Proletaria* pendant lequel, à l'annonce

de l'assassinat du juge Girolamo Minervini à Rome, des applaudissements de satisfaction éclatèrent à certains endroits limités de la place. C'était le 18 mars. Le lendemain, à cent mètres de là, Guido Galli allait être assassiné.

- 34 Après cela, presque tout changea. Un peu à cause de l'effet direct, beaucoup à cause de l'effet du (...)
- 35 A. Moro, *Lettere dalla prigionia*, M. Gotor éd., Turin, Einaudi, 2008.

26 La phase de dénonciation connaît de toute façon son apogée institutionnel, politique et médiatique en 1978 : le 16 mars, enlèvement d'Aldo Moro et extermination de son escorte, le plus grand crime politique de l'histoire de la République³⁴. Contrairement à l'opinion la plus répandue, à savoir que ce crime a marqué un changement de cap irréversible dans les rapports entre les masses et le terrorisme, je crois au contraire qu'il a marqué en partie un moment de discontinuité et en partie un moment de continuité. La discontinuité naît de l'horreur, de la transformation du brigadiste en bourreau³⁵. L'important revirement critique qui s'opère dans le quotidien *Lotta continua* concerne le Moro désarmé et sans défense aux mains de ses ravisseurs. Pas le projet de la lutte armée en soi. La réaction au 16 mars est une réaction de masse, mais elle trahit l'ambiguïté habituelle. Le mot d'ordre qui résonne longtemps dans la manifestation unitaire sur la place du Dôme, « Cet enlèvement n'est pas contre l'État, il est contre les luttes du prolétariat », dénonce d'un côté la réduction de démocratie que la lutte armée est visiblement en train d'engendrer, mais d'un autre côté il fait de nouveau allusion à l'idée d'un terrorisme téléguidé, une idée qui ne meurt jamais par la suite et qui est même entretenue jusqu'à nos jours par un journalisme « spécialisé » dans ce genre de lecture. Les BR et la CIA, le terrorisme et le match entre puissances géopolitiques en Méditerranée. La gauche, ou mieux le PCI, comme cible internationale d'une stratégie qui vient d'ailleurs.

27 J'ai trois images personnelles de réactions *de* (et *à*) ce 16 mars, toutes liées à l'école où j'enseignais alors comme remplaçant annuel, le « Carlo Cattaneo » dans le centre de Milan : a) le groupe compact d'enseignants qui se pressa autour des radios qui diffusaient au fur et à mesure la nouvelle du massacre de via Fani, composé en grande partie de militants de la nouvelle gauche peu scandalisés, mais au contraire excités et désireux de faire comprendre, de laisser entendre, qu'ils pouvaient connaître ceux qui avaient imaginé ou participé à ce qui s'était passé ; b) les lycéens les plus politisés qui craignaient un coup d'État et parlaient du risque d'une dérive vers une situation comme en Argentine ; c) le procès qui nous fut fait, à moi et à une dizaine d'inscrits à la CGIL, à la Camera del lavoro de Milan avec pour accusation sous-entendue de soutenir les BR (ils nous dirent : « Arrêtons de tourner autour du pot ! »), à cause de notre refus de signer un texte sur les événements qui reflétait fidèlement les analyses du PCI, que nous ne partagions pas.

28 En somme, le 16 mars ne peut pas être vu comme une ligne de partage radicale. Il ouvre une phase totalement nouvelle pour *les équilibres politiques*, mais dans une moindre mesure pour les rapports entre masses et terrorisme. Il ne met pas radicalement en crise les attitudes du « peuple de la contestation », qui en grande partie demeure dans l'enchevêtrement inextricable de ses analyses critiques, de ses refoulements et de ses ambiguïtés.

- 36 G. Fasanella et S. Rossa, *Guido Rossa, mio padre*, Milan, Rizzoli, 2006.

29 La *troisième phase* s'ouvre en revanche en 1978-1979, et c'est celle qui peut être qualifiée de mouvement antiterroriste au sens plein. Deux crimes coup sur coup, en janvier 1979, créent un vrai tournant. L'assassinat du syndicaliste ouvrier Guido Rossa à Gênes et celui, déjà évoqué, du juge Emilio Alessandrini à Milan. Rossa avait dénoncé un camarade de travail qui diffusait des tracts des BR à l'usine, et il avait été mis à l'écart par ses propres collègues comme « mouchard ». À ses

obsèques, sous une pluie battante, deux cent mille personnes se retrouvent, porteuses d'un sentiment collectif de culpabilité, enfin conscientes de la réalité de l'ennemi et de l'enjeu³⁶. À Milan, la répétition, quelques jours plus tard, avec le meurtre d'Alessandrini donne une impulsion à de nouvelles prises de position et à des élans moraux et politiques inconnus. Le terrorisme doit être étudié et compris, il faut tourner la page des explications les plus ressassées (« sociologiques » : les déshérités, les chômeurs, le nouveau prolétariat urbain, ou encore la chaîne de montage ; complotistes : CIA, KGB, Mossad, etc.). Il faut connaître l'ennemi. Dans ses continuités avec notre histoire, mais aussi dans ses ressemblances de culture et de lexique avec les pires pouvoirs. Il faut rappeler les espaces de démocratie perdus depuis que les pistolets ont décidé de s'accaparer la scène politique. On en discute de plus en plus à voix haute, malgré les risques de représailles, toujours bien présents puisque de nombreux terroristes sont parfaitement camouflés dans les milieux les plus impensables.

- 37 R. Rossanda, « Le Br e quell' "album di famiglia" », *Il Manifesto*, 28 mars 1978.

30 Je me rappelle la quantité de réunions auxquelles j'étais invité pour expliquer la fragilité des thèses courantes, que je critiquais en mobilisant la logique et l'histoire, en soutenant que la nature du parti armé était *interne* au courant de la gauche de 1968 (non sans affinité avec la théorie de l'« album de famille » avancée par Rossana Rossanda, l'intellectuelle phare du quotidien *Il Manifesto*³⁷). Par l'intermédiaire des militants du MLS [Movimento lavoratori per il socialismo], j'organisai un questionnaire sociologique de masse, pour comprendre ce que pensaient vraiment du terrorisme travailleurs et étudiants. À l'atelier peinture d'Alfa Romeo, se manifesta un inquiétant niveau de sympathie envers les terroristes, même *après* Moro. Dans un questionnaire (dans ce *seul* questionnaire !), parmi les milliers d'exemplaires distribués, je trouvai cependant une clé pour comprendre les faiblesses du mouvement, les miennes en tout cas. Il y avait une question où l'on demandait aux répondants ce qu'ils éprouvaient à la nouvelle d'un assassinat terroriste : peur ? colère ? envie de réagir politiquement ? J'avais heureusement laissé une réponse ouverte : « autre : préciser ». Un étudiant répondit justement sur cette ligne, en écrivant « douleur ». J'en fus frappé. Pourquoi ne l'ai-je pas prévu, pourquoi ne l'ai-je pas écrit moi-même ? me demandai-je. Moi qui me suis précisément mesuré à la mort possible (mon père) et à la douleur de la vraie mort (ma mère) ?

31 Voilà ce qui a manqué, me dis-je. La dimension humaine. L'*homo politicus* baptisé par mai 1968 était trop incomplet pour pouvoir affronter de manière adéquate l'*homo politicus* du terrorisme, celui qui dit : « la Révolution n'est pas un dîner de gala ». Pourtant cette dimension pouvait compter et il était juste qu'elle compte. On l'avait vu pendant la captivité de Moro. À Milan, on l'avait vu en janvier 1980, aux funérailles de trois agents de police tués pour souhaiter la bienvenue à mon père, envoyé pour commander l'Arma dei carabinieri dans l'Italie du Nord. À Sant'Ambrogio, aux funérailles, se pressaient de très nombreux étudiants, qui, jusqu'à deux ans auparavant, ne seraient jamais allés saluer (et applaudir) des policiers tués. La nouvelle phase se développe, aussi parce que maintenant on peut vraiment commencer à démontrer comment « ça va finir » avec le mythe du P38. Maintenant, si quelqu'un veut réfléchir, il a des années à sa disposition : des années de sang et de reflux dans le privé. Même les brigadistes, ou du moins une partie d'entre eux, n'y croient plus et parlent aux magistrats. Les mailles de la justice, longtemps tolérante, se resserrent. Dans les universités, des débats se tiennent dans toutes les facultés. La nouvelle phase politique, grâce à la fin de la politique de soutien du gouvernement par le PCI et à la proposition de l'alternative démocratique après le tremblement de terre en Irpinia (automne 1980), permet d'affiner les analyses politiques, y compris à l'intérieur des syndicats et des partis. Cette nouvelle prise de conscience et la crise de la lutte armée élargissent ainsi le front de la dénonciation *factuelle*. À l'école (où jusqu'en 1977 je me souviens de cas d'enseignants tentant de recruter leurs propres élèves), au travail (en suivant désormais l'exemple de Rossa « le mouchard »), ou même en cherchant à établir

des rapports avec les forces de l'ordre. Quand le déclin du terrorisme est acquis, quand les couvertures de *L'Espresso* et de *Panorama* ne présentent plus mon père comme le Grand chef de la répression, mais comme « le renard », il y a plusieurs représentants des mouvements qui me demandent de le rencontrer, lui ou ses collaborateurs, et reçoivent de ma part, par souci d'une élémentaire distinction des rôles, l'invitation à s'adresser aux magistrats.

32Le mot fin arrive de toute façon, malgré les derniers soubresauts, avec le procès nazi fait à Roberto Peci et son assassinat collatéral. Un authentique triomphe de la culture mafieuse. La confirmation que nous avons eu raison d'étudier et de dénoncer aussi leur lexique (« infâme », « mouchard »), leurs avertissements symboliques (la pendaison des chiens) ou leurs stratégies de dissimulation (des maîtres de violence meurtrière qui se font passer pour des maîtres de démocratie) ou de délégitimation (de braves gens présentés sur les tracts comme des « valets » ou des « canailles »), tous ces aspects qui, à partir d'un certain moment, avaient accompagné l'histoire de la lutte armée. Cette troisième phase, inutile de le dire, finit avec la fin de l'ennemi. Mais elle constitue une expérience précieuse pour affronter le nouvel ennemi qui menace le pays : la mafia, justement.

Mafia proche, mafia lointaine

- 38 M. Portanova, G. Rossi et F. Stefanoni, *Mafia a Milano*, *op. cit.*
- 39 A. Beccaria et G. Turone, *Il boss. Luciano Liggio: da Corleone a Milano, una storia di mafia e com (...)*
- 40 Voir E. Ciconte, *'Ndrangheta*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2008.
- 41 Pour une contextualisation historique de cette phase, voir N. dalla Chiesa, *Passaggio a Nord: la c (...)*
- 42 N. dalla Chiesa, *La convergenza: mafia e politica nella Seconda Repubblica*, Milan, Melampo, 2010.

33La présence de la mafia à Milan remonte aux années 1950. Les textes rappellent l'arrivée de Joe Adonis, expulsé des États-Unis et venu en ville pour faire de Milan un avant-poste des trafics mafieux, en particulier celui des diamants. Il s'agit d'une présence, comme on l'a déjà évoqué, alimentée par les assignés à résidence envoyés de Sicile et de Calabre dans les communes de la périphérie et par les représentants des familles mafieuses qui cherchaient de nouvelles occasions pour leur business³⁸. En 1974, le chef des Corléonais Luciano Leggio dit Liggio³⁹ a même été arrêté dans le sud de Milan, via Ripamonti. La mafia ne se contente pas de gérer les affaires traditionnelles, jeux de hasard ou discothèques. Mais elle met en place, déjà avec Liggio, une cruelle stratégie d'accumulation primitive par les enlèvements de personnes⁴⁰. Dans les années 1970, la Lombardie, en particulier la zone occidentale, est frappée comme aucune autre région italienne⁴¹. Les boss mafieux, éloignés de leur propre territoire pour être transférés dans un milieu hostile afin qu'ils ne puissent plus exercer aucune forme de contrôle social, démontrent au contraire qu'ils maîtrisent pleinement le territoire. Leurs victimes sont des familles d'entrepreneurs aisés, de professionnels nantis, dont ils connaissent tout. Les histoires douloureuses et terribles d'otages, même très jeunes, qui ne sont jamais rentrés chez eux ou qui ont été retrouvés en morceaux, se succèdent. Cela devrait suffire pour que la Lombardie et sa puissante capitale s'opposent résolument à la menace mafieuse. Mais c'est le terrorisme qui conquiert rapidement une suprématie politique et médiatique⁴². Par ailleurs, le préjugé de poids selon lequel ce qu'exprime le Sud est par définition marginal par rapport à l'histoire du Nord et de ses classes dirigeantes pèse lourd. La mafia, avec ses crimes qui relèvent d'une société agropastorale, est donc déclassée au rang d'expression folklorique, bien que féroce, d'un monde en voie d'extinction. Le terrorisme, en revanche, est – beaucoup le pronostiquent – une donnée physiologique des futurs scénarios

politiques européens : la RAF en Allemagne, l'IRA en Irlande, l'ETA en Espagne, les BR en Italie. La perspective biaisée qui en dérive conduit à décréter que les enlèvements sont non pas la carte de visite d'un ennemi futur, mais l'héritage en voie d'extinction d'une civilisation du passé.

- 43 L. Sisti et P. Gomez, *L'intoccabile: Berlusconi e Cosa nostra*, Milan, Kaos, 1997.

34Le fait est que, dans la seconde moitié des années 1970, la présence mafieuse à Milan est désormais une réalité concrète, dans laquelle on pressent même une répartition tacite des zones d'enracinement et d'influence : Cosa nostra dans la métropole, la 'ndrangheta dans les villages et les villes de la province. La nouveauté – une nouveauté sensible – est que les clans siciliens ne sont plus uniquement présents dans les activités typiquement contrôlées par le milieu, mais qu'ils agissent aussi dans l'économie officielle et dans la finance. Ils amènent à Milan, pour les investir, les narcodollars dont leurs caisses débordent depuis la conquête du monopole du marché de l'héroïne en Méditerranée. Les boss palermitains et corléonais se donnent rendez-vous via Larga et via Chiaravalle dans le bureau d'un financier sicilien, Filippo Alberto Rapisarda, juste devant l'université, où travaille aussi le futur bras droit de Silvio Berlusconi, Marcello Dell'Utri⁴³. Tandis que l'espoir révolutionnaire est encore vivant et que les jeunes du MLS, depuis leur siège de piazza Santo Stefano, entrent au parlement (1979) ou livrent la bataille du référendum pour l'avortement (1981), cinquante mètres plus loin les hommes venant de Sicile travaillent avec succès à transformer la ville de fond en comble.

- 44 C. Bellavite Pellegrini, *Storia del Banco Ambrosiano: fondazione, ascesa e dissesto, 1896-1982*, Ro (...)
- 45 Filippo Turati fut en 1892 l'un des fondateurs du Parti des travailleurs italiens et l'un des plus (...)

35Les capitaux se répandent silencieusement et modifient la géographie entrepreneuriale de l'ancienne capitale morale. L'affaire de la banque Ambrosiano et du « suicide » de Roberto Calvi sous le pont des « frères noirs » à Londres en juin 1982 est paradigmatique⁴⁴. C'est la punition qui frappe le puissant financier pour avoir joué au hasard avec l'argent de Totò Riina et de ses amis. En ville, des figures criminelles comme Francis Turatello et Angelo Epaminonda s'affirment tour à tour. Non pas affiliés mais très proches de Cosa nostra, ces chefs du milieu établissent des rapports directs avec le monde politique, en particulier avec les représentants socialistes, au point de faire naître un mot d'esprit fulgurant, repris des années plus tard par Norberto Bobbio, « de Turati à Turatello »⁴⁵.

36Deux enquêtes importantes certifient en quelques années la profondeur de cette présence : l'opération « San Valentino » de 1983, sur la mafia et les cols blancs ; et l'opération « Duomo connection » de 1989-1991.

- 46 Voir à ce propos A. Calabrò, *I mille morti di Palermo*, Milan, Mondadori, 2016 (le livre va jusqu'à (...))

37Le cadre de référence serait toutefois incomplet si l'on n'y incluait pas également ce qui se passe à Palerme, puisqu'en fin de compte, bien que cela puisse sembler paradoxal, ce sont précisément les événements palermitains qui sont à l'origine de la naissance d'un mouvement antimafia dans la capitale lombarde. En effet, cette même richesse démesurée qui la conduit à chercher des débouchés pour ses capitaux à Milan pousse Cosa nostra, au sein de laquelle la faction corléonaise est en train de prendre le dessus, à déclencher une attaque très violente contre l'État. Son rapport de cohabitation avec les institutions étant terminé, elle se lance dans un conflit sanguinaire qui voit tomber, l'un après l'autre, comme on le sait, tous les principaux représentants du monde politique et

institutionnel⁴⁶. C'est une tuerie de membres des forces de l'ordre, de magistrats, de hauts fonctionnaires, de figures symboliques de l'antimafia. Le président de la région Sicile, Piersanti Mattarella, frère de l'actuel président de la République, est assassiné dans un guet-apens (1980) que le président du Conseil de l'époque, Giovanni Spadolini, attribue au « terrorisme ». Pio La Torre, leader historique des communistes siciliens et inventeur de la loi instituant le délit d'association mafieuse, est le premier et le seul parlementaire de cette histoire ensanglantée à être assassiné (avril 1982). Et trois mois plus tard (septembre 1982), mon père est assassiné, après avoir été nommé préfet antimafia de Palerme avec la mission – déjà évoquée – de repousser l'attaque de Cosa nostra, comme il avait repoussé avec succès, et au cours des deux dernières années précisément depuis Milan, celui du terrorisme. Le nouveau préfet meurt pratiquement en héros national-populaire lâchement abandonné à son sort face à un ennemi plus fort que lui. Si le terrorisme n'apporte ni argent ni votes à la politique, la mafia en revanche apporte les uns et les autres. Et c'est à ce moment-là que commence l'histoire du mouvement antimafia à Milan.

L'école, mais pas seulement, contre la mafia

38En effet, le nouveau mouvement naît dans la capitale du Nord dans le sillage de ce crime perpétré à Palerme. C'est un événement qui bouleverse l'opinion publique nationale. Jusqu'à ce moment-là, les victimes de la mafia, même les plus importantes, étaient considérées comme de nobles représentations de la Sicile, de l'histoire tragique d'un monde séparé, d'une île qui avait voulu être spéciale jusque dans son autonomie. Mon père était en revanche un symbole national, envers qui le pays éprouvait de la reconnaissance, car il l'avait défendu face à un ennemi sanguinaire et inconnu. C'est pour cela que la réaction est forte, populaire. Mais ce n'est pas la même partout. La vie du général-préfet avait été liée à Turin et à Milan. Mais tandis qu'à Turin, après sa mort, il n'y a au maximum qu'un sursaut d'opinion, à Milan naît le mouvement le plus fort créé hors de la Sicile, avec des effets de long terme jusqu'à aujourd'hui.

- 47 Une pièce de théâtre a récemment été dédiée à l'affaire Cristina Mazzotti et les étudiants de la f (...) [...](#)

39À dire vrai, il y avait eu un premier signe quelques années auparavant. Il s'agit de la naissance de la fondation « Cristina Mazzotti », du nom d'une jeune fille de dix-huit ans enlevée en bas de chez elle dans la Brianza, en 1974, par des hommes de la 'ndrangheta et retrouvée morte dans une décharge après des semaines de tractations pour le paiement de la rançon⁴⁷. C'est l'oncle de la jeune fille, Eolo Mazzotti, qui réalise cette première tentative de sensibilisation permanente contre la violence mafieuse, avec l'aide de son avocat, un professeur qui, les années suivantes, joue un rôle important contre la mafia au sein des institutions, de la région Lombardie à la municipalité de Milan jusqu'au Parlement : Carlo Smuraglia. Mais l'initiative n'est pas très suivie, cela semble être une histoire privée dans une ville qui a préféré refouler la saison des enlèvements comme si ce n'était qu'une accumulation de douloureuses affaires personnelles.

- 48 Sur la figure de Nando Benigno, voir N. dalla Chiesa, *Storie eretiche di cittadini per bene*, Turin (...) [...](#)
- 49 Les deux magistrats sont, en particulier, les protagonistes de l'enquête sur la loge P2 qui, le 17 (...) [...](#)

40En 1982, c'est différent. Et je ferais du tort à la vérité si je ne disais pas que j'ai jeté dans la construction du nouveau mouvement toute mon énergie physique et morale : rencontres dans les écoles, dans les petites villes, dans les universités, sur les lieux de travail, dans les fêtes de partis, dans les soirées promues par des associations. Grâce à la notoriété de mon nom, qui suscite émotion

et participation. Mais grâce aussi à mon engagement politique précédent et au capital d'amitiés « militantes » construit en quinze ans, à mon contact direct avec la masse étudiante (je donne alors mes cours à l'université Bocconi), et à un fait spécifique auquel j'ai fait allusion : celui de m'être rebellé contre ce crime annoncé en donnant publiquement les noms de ses responsables politiques. Aucun proche de victime ne l'avait jamais fait. Je suis pour cela furieusement attaqué comme « communiste » et « fils indigne », mais en même temps une partie de l'opinion publique se range de mon côté et décide de me soutenir. Cependant, cela pourrait tout de même ne pas suffire si je ne trouvais pas un sujet collectif sur lequel m'appuyer. Mais ça ne peut pas être un parti. Je ne veux pas et je ne peux pas en effet donner des arguments à ceux qui m'accusent d'instrumentaliser politiquement le sang de mon père. Par chance, je découvre en quelques mois que mes meilleurs alliés sont certains enseignants des lycées de Milan, en grande partie originaires du Sud. Parmi eux se détache un professeur d'histoire et de philosophie venu des Pouilles, qui a vécu à Milan dans la précarité, en étant maçon. Il s'appelle Nando Benigno⁴⁸. Il instaure une série d'activités dans son lycée, le « Vittorio Veneto », en périphérie, près de San Siro. Il vient m'écouter dans une assemblée à la Bocconi et décide que le mouvement naissant peut avoir confiance en moi. Dans les écoles milanaises, entre 1983 et 1984, souffle un vent impétueux contre la mafia, qui fait rapidement émerger ses figures de référence précisément à travers les cours de formation et les assemblées auxquels sont invités certains magistrats (en particulier Gherardo Colombo et Giuliano Turone, qui se sont distingués dans des enquêtes sur la mafia et la franc-maçonnerie⁴⁹), certains journalistes et Carlo Smuraglia. Et c'est précisément de là que naît, en 1984, une « Coordination des enseignants et des proviseurs en lutte contre la mafia », la première en Italie.

- 50 N. dalla Chiesa, « Quei silenzi aiutano la pax mafiosa », *La Repubblica*, 19 décembre 1982.
- 51 V. Biasco, *L'impegno educativo antimafia*, *op. cit.*
- 52 Dans cette perspective, le livre de Leoluca Orlando est central : L. Orlando, *Palermo*, C. Fotia et (...)

41 Mais à Milan, le bon grain du mouvement est aussi semé par un théâtre et un metteur en scène. Le théâtre est le Pierlombardo, le metteur en scène est Franco Parenti. Deux mois après le crime, Parenti m'appelle et me dit qu'il veut m'aider, qu'il ne veut pas rester les mains croisées face à ce qui s'est passé. Il organise ainsi pour janvier 1983 les « six jours sur la mafia » : débats, films, pièces de théâtre, musique populaire, témoignages de juges et d'hommes politiques. C'est ainsi que se rompt le silence des intellectuels, dont le mutisme à propos des événements palermitains est en effet effarant, au point de me contraindre, en décembre 1982, à écrire une lettre ouverte qui leur est adressée dans le quotidien *La Repubblica*⁵⁰. Et c'est aussi une prise de position qui engendre des effets en cascade, mais reste, quoi qu'il en soit, un grand *unicum* dans l'histoire du théâtre italien. Les rencontres dans les écoles se poursuivent pendant des années, tous azimuts ; une dizaine de lycées jouent un rôle déterminant dans la mobilisation, à Milan mais aussi dans les principales communes de la périphérie, San Donato, Melegnano, Cinisello Balsamo⁵¹. On peut dire sans aucun doute qu'au cours de cette décennie, et de la suivante, les lycéens sont la composante de loin la plus active dans le mouvement de la jeunesse. L'action de sensibilisation effectuée par les enseignants les plus engagés joue bien sûr un rôle important, mais il faut aussi prendre en considération le véritable saut culturel que les jeunes de seize ans font par rapport à leurs aînés. Les années de la lutte armée, les années de l'hostilité envers tout ce qui ressemble de près ou de loin aux carabinieri ou à la police sont à peine derrière nous. Seule une culture vierge peut accueillir avec enthousiasme la demande de légalité qui jaillit à l'improviste de la société italienne, et en particulier de cette sorte de capitale qu'est devenue, pour beaucoup, la ville de Palermo⁵².

- 53 Journaliste libre, écrivain génial, dramaturge, directeur du mensuel de Catane *I Siciliani*, il fut (...)

42Le mouvement dans les écoles est de plus marqué, dans l'expérience milanaise de ces années, par une caractéristique qui le distingue de celui des autres villes, à savoir la formation rigoureuse demandée par la coordination des enseignants aux jeunes qui participent à ses initiatives. Le verbe de Nando Benigno et de ses amis, parmi lesquels se détache à partir de la moitié de la décennie Giuseppe Teri, un enseignant de Catane issu de la rédaction des *Siciliani* de Giuseppe Fava⁵³, est empreint de sérieux. Le mouvement est face à un devoir extraordinaire, il ne peut pas être brouillon et peut encore moins s'ouvrir, selon les mots de Benigno, « à ceux qui mettent le bazar ».

- 54 N. dalla Chiesa, *Milano-Palermo: la nuova resistenza*, P. Calderoni éd., Milan, Baldini & Castoldi, (...)

43À l'occasion du maxi-procès de Palerme, la coordination organise une rencontre de masse (pour étudiants bien formés...) au Palalido. C'est un pari vu la capacité d'accueil de 5000 places. Le pari est remporté haut la main. Les journaux télévisés montrent les images de milliers d'étudiants qui ne trouvent pas de place et qui se pressent contre les grilles, en expliquant : ce ne sont pas les images d'un concert de rock, mais celles d'une manifestation antimafia. Le jeune maire de Palerme Leoluca Orlando, qui entraîne son administration sur des positions de lutte contre la mafia, y participe également. C'est bien une invitation « réfléchie » qui lui a été adressée. Le lien avec Palerme, la construction d'un pont idéal Milan-Palerme qui donne de la force et un soutien national à ceux qui risquent l'isolement dans cette ville-abattoir, se révèle être, dans la durée, l'un des choix stratégiques les plus heureux du mouvement milanais⁵⁴.

- 55 Pour l'histoire de « Società civile », voir G. Barbacetto et N. dalla Chiesa, *L'assalto al cielo*: (...)

44Entre-temps, une expérience différente et parallèle, destinée à laisser une trace dans la mémoire publique, naît en ville, le cercle « Società civile ». L'idée me vient en observant la distance entre le nouveau mouvement antimafia et une large partie de la société milanaise, faite de métiers et de professions libérales, d'universités et d'associations, de responsabilités publiques et de journalisme. Une société honnête et avec de bons principes, mais qui ne sait rien ou presque de ce nouveau mouvement, le privant ainsi de son indispensable arrière-plan citoyen. Une société en souffrance face à la corruption et au pouvoir écrasant des partis dans la vie publique, mais qui n'arrive pas à s'organiser. Le cercle naît à la fin de l'année 1985 pour la représenter⁵⁵. Son mot d'ordre est « Pour donner une voix à la société civile, pour rendre la société plus civile ». Et pour qu'il soit bien clair qu'une démocratie fonctionne aussi grâce à la distinction des rôles, il décide que les personnes qui occupent des fonctions dirigeantes dans les partis politiques ne pourront pas y adhérer.

- 56 Titre du film de Michele Placido de 1985 consacré à l'affaire Sindona et au meurtre de Giorgio Amb (...)
- 57 Néologisme signifiant « le pays des pots-de-vin », composé de « tangente », pots-de-vin, et du suf (...)
- 58 N. dalla Chiesa, *Storie di boss, ministri, tribunali, giornali, intellettuali, cittadini*, Turin, E (...)

45Parmi les fondateurs, il y a beaucoup de journalistes, comme Giampaolo Pansa, Camilla Cederna, Corrado Stajano, Giorgio Bocca ; différents intellectuels et professionnels ; des magistrats comme Ilda Boccassini, Gherardo Colombo, Giuliano Turone, Armando Spataro, Piercamillo Davigo, Livia Pomodoro. Il y a aussi quelques proches de victimes de la mafia : Annalori Ambrosoli, la femme du « héros ordinaire »⁵⁶ ; Saveria Antiochia, mère de l'agent de police tué à Palerme avec le commissaire Ninni Cassarà l'été précédent ; et Eolo Mazzotti, l'oncle de Cristina. On compte 101 fondateurs (raison pour laquelle on parle de la « charge des 101 »), ils expriment en grande

partie le Milan qui, bien avant de penser à la lutte contre la mafia, pense à défendre la modernité *citoyenne*, une valeur que les conquêtes sociales et syndicales de l'époque ne semblent pas capables de protéger. De nombreux enseignants et même certains religieux, parmi lesquels le grand prédicateur, lié à la Résistance, père David Maria Turoldo, en font partie. Il y a aussi quelques enseignants de la coordination. La première présidente élue est une professeure de droit civil de l'université de Milan, Raffaella Lanzillo. La coordination des enseignants et le cercle s'engagent en toute autonomie, mais en parfait accord. L'un contre la mafia, l'autre en dénonçant la corruption et les pathologies des pouvoirs publics. Tous deux, par ailleurs, sont très attentifs aux questions d'éducation et de formation. Au bout d'un an, le cercle fait éclore un mensuel homonyme et autonome, qui devient une véritable pépinière de jeunes journalistes, dont beaucoup allaient apporter du sang neuf aux grands quotidiens milanais. Nous le dirigeons à tour de rôle, Gianni Barbacetto, Marilisa Verti et moi. Ses campagnes contre la corruption pendant la deuxième moitié de la décennie (« Tangentilandia »⁵⁷ est le gros titre d'avril 1988, anticipant l'épopée de Tangentopoli dans le lexique même) font date. Tout comme ses polémiques documentées contre la grande presse, en particulier le *Corriere della Sera*⁵⁸, pour la façon dont elle parle de la mafia.

- 59 C. Pisano, *Il giornalismo radiofonico di fronte alla mafia: l'esperienza di Radio Popolare a Milan* (...)
- 60 A. Iosa et G. P. Bazzega, *Milano e gli anni del terrorismo*, op. cit.

46À ces trois acteurs, il faut ajouter la plus grande radio libre de Milan, qui est aujourd'hui un véritable pan de l'histoire culturelle de la ville, « Radio Popolare ». En ces temps où il n'y a pas l'internet, et où la politique contrôle fortement la presse, la radio devient à plusieurs occasions un mégaphone providentiel, un lieu de débats et de récits ; elle envoie périodiquement ses reporters en Sicile aussi⁵⁹. D'autres acteurs sociaux et citoyens les soutiennent, comme le cercle « Perini » de Quarto Oggiaro, celui-là même dont le président, Antonio Iosa, a été estropié des années auparavant par les brigadistes et qui aujourd'hui encore, après 36 opérations à la jambe, se souvient, incrédule, de ce cri absurde : « valet de Cossiga »⁶⁰.

- 61 Un cours de formation pour les enseignants sur la 'ndrangheta naît de ce document (décembre 1987-m (...))

47Le mouvement des écoles, entre-temps, tente de s'élargir, non sans rencontrer les résistances d'une partie des enseignants (« la mafia, ça suffit, parlons d'autre chose »), et de s'adapter aux nécessités des temps. Le niveau de la confrontation oblige à chercher des publics de plus en plus nombreux, à créer des événements de plus en plus symboliques. Un grand rassemblement au Palatrussardi sur « mafia et information » remplit les gradins, mais nous amène à dresser le constat amer que le mouvement est devenu une mode, voire un passe-temps pour ne pas aller à l'école. D'où le retour à l'étude stricte et l'abandon du gigantisme et des manifestations spectaculaires. En tout cas, le premier document est produit, une analyse presque prophétique sur le danger de la 'ndrangheta à Milan⁶¹. Les hommes politiques, les journalistes et même les juges n'en parlent pas, mais les enseignants jettent, déjà à ce moment, noir sur blanc, les bases d'une lutte contre la mafia qu'il faut mener non seulement par solidarité avec des régions lointaines, non seulement pour défendre l'État, mais pour défendre ici et maintenant sa propre ville.

- 62 Parmi les livres qui ouvrent la voie à la révolte morale, nous rappelons G. Barbacetto et E. Veltr (...)
- 63 L'APRI, Association pour la réforme institutionnelle, est particulièrement engagée sur ce front. E (...)
- 64 Beaucoup de livres sont sortis sur Tangentopoli. Il convient de citer au moins (outre l'ouvrage de (...))

48 Au fil des années, la dénonciation de la corruption grandit⁶². Avec la campagne référendaire de Mario Segni pour le vote préférentiel unique (un mouvement dont Milan est la capitale⁶³), la protestation politique grandit et se reporte en grande partie sur la Ligue du Nord. Jusqu'en 1992. L'année où explose le scandale de Tangentopoli⁶⁴, avec un paquet d'hommes politiques et d'entrepreneurs qui finissent « menottes aux poignets », mais également l'année où l'Italie entière est moralement ensanglantée par les massacres palermitains. C'est lors de ce tournant dramatique de l'histoire que la ville démontre combien le chemin parcouru dans les écoles a été important.

- 65 Le Movimento per la Democrazia-La Rete naît officiellement en janvier 1991. Parmi les principaux f (...)
- 66 T. Grasso, *Contro il racket: come opporsi al ricatto mafioso*, Rome-Bari, Laterza, 1992.
- 67 Comité d'initiative et de vigilance sur la correction des actes administratifs et sur les phénomènes (...)

49 Le vote des jeunes envoie au Parlement deux députés qui sont explicitement en mission antimafia : moi-même, candidat de La Rete, à savoir le mouvement antimafia que j'ai contribué à fonder avec Leoluca Orlando⁶⁵, et Tano Grasso qui, en 1991, a créé à Capo d'Orlando la première association anti-racket⁶⁶. La ville réagit par de grandes manifestations aux vérités révélées par l'opération « Mains propres » (trente mille personnes se réunissent de leur propre chef pour une marche aux flambeaux symbolique du palais de justice à l'hôtel de ville, Palazzo Marino). Le premier rapport sur la mafia à Milan, qui est encore aujourd'hui un document exceptionnel, est rendu public ; il a été réalisé par la Commission municipale antimafia présidée par Carlo Smuraglia et dont ont fait partie, pour la première et unique fois, différents experts externes⁶⁷.

- 68 Je conclus, à ce propos, par la citation avec laquelle j'ai commencé, voir N. dalla Chiesa, *Per fo* (...)

50 Au cours des décennies suivantes, la lutte contre la mafia à Milan connaît des développements importants, tant dans le domaine judiciaire que dans l'opinion publique, au sein de laquelle l'université joue enfin un rôle prépondérant⁶⁸. Mais c'est une histoire qui va au-delà des limites de notre champ d'observation et qui entre dans une nouvelle époque, celle qui déjà alors, en un an, est baptisée « la Seconde République ».

Note finale

51 Ainsi se termine cette sorte de journal intime. D'un côté, c'est une analyse sociologique rétrospective de phénomènes extraordinairement complexes à synthétiser (Milan et l'histoire italienne ; le terrorisme, la mafia ; l'antiterrorisme, l'antimafia...) ; d'un autre côté, une autobiographie raisonnée, mais pas au point d'effacer les rides laissées par le temps, les espoirs et les émotions, les douleurs et les bonheurs collectifs. Quand *Laboratoire italien* me confia la mission d'écrire sur ce sujet, je n'aurais jamais imaginé que le matériel à questionner et à façonner soit si important, riche et surprenant. Que puissent en surgir tant d'interrogations capables de secouer la conscience et la mémoire. Finalement, me disais-je, il s'agit d'une seule ville, de deux questions seulement et d'une période somme toute limitée, deux décennies ou à peine plus. Et en fait, comme en me laissant guider par un album photo qui n'est que dans mes yeux (ah, le principe d'Hérodote...), j'ai rencontré des mouvements de masse, des jeunes gens aux cheveux bouclés, convaincus de pouvoir dompter l'histoire, des élites politiques balbutiantes ou arrogantes, des luttes radicales, des pouvoirs violents, des transformations sociales.

52J'ai même rencontré un jeune homme qui grandissait, entre caserne et révolution, et qui passait d'une stupéfaction à l'autre en devenant adulte. Je l'ai reconnu tandis que, tout en pratiquant toujours sa discipline bien-aimée, la sociologie, il voyait les choses de façon continuellement différente. Il contestait l'État et la loi en les considérant comme les symboles de la justice des puissants, et quelques années plus tard, comme le célèbre meunier de Sans-Souci, il réclamait l'État et les lois en les considérant comme la seule vraie défense des faibles.

53En l'observant, et en revoyant vêtements de l'époque, et slogans sur les murs, et journaux dans les kiosques, et manifestations, et marches aux flambeaux, j'ai éprouvé de la tendresse pour ses passions et de la compassion pour ses chagrins. Et des solidarités lointaines pour ses peurs. Pour sa façon de voir les événements depuis les rues en ébullition et ensuite depuis les palais de la loi. Je me suis rendu compte que la politique et la culture sont vraiment des choses incertaines, fluctuantes, même quand elles paraissent en granit. Et que le cheminement de l'âme humaine a quelque chose de mystérieux. Un ouvrier de Gênes qui compte davantage que Moro. Le sang de Palerme qui fait naître l'antimafia de Milan. Un metteur en scène de théâtre qui vaut dix fois la politique. Des jeunes sans droit de vote qui font tenir un pays chancelant. Un crime, l'enlèvement de personnes, si terrible et si ancestral qu'il tranquillise plus qu'il n'inquiète.

54Une grande histoire, contradictoire. Où le rôle de chaque moment singulier, qu'il s'agisse du terrorisme ou de la mafia, peut légitimement aspirer à colorer le tout.

55Surtout s'il a marqué de son signe la vie de celui qui raconte.

[Haut de page](#)

Notes

[1](#) Sur la naissance de ce cours et sur les motivations scientifiques et citoyennes, je renvoie à N. dalla Chiesa, *Per fortuna faccio il prof*, Milan, Bompiani, 2008.

[2](#) J'ai récemment raconté ces choix politiques de jeunesse et la façon dont je les ai vécus dans G. Cominelli éd., *Che fine ha fatto il '68. Fu vera gloria?*, Milan, Guerini, 2018, p. 61-69.

[3](#) Impossible de ne pas renvoyer aux belles anthologies photographiques d'Uliano Lucas : U. Lucas éd., *'68. Un anno di confine: i fotografi italiano raccontano*, Milan, Rizzoli, 2008 ; et Id., *Sognatori e ribelli: fotografie e pensieri oltre il Sessantotto*, Milan, Bompiani, 2018.

[4](#) Sur l'engagement antiterroriste de mon père, voir A. Galli, *Dalla Chiesa*, Milan, Mondadori, 2017 ; pour la partie plus privée de sa vie d'alors : S. dalla Chiesa, *Un papà con gli alamari*, Milan, San Paolo Edizioni, 2017, et N. dalla Chiesa, *Album di famiglia*, Turin, Einaudi, 2009. Dans une perspective plus large, sur la partie de sa vie consacrée à la défense de la légalité, je renvoie à la biographie posthume que j'ai dirigée : C. A. dalla Chiesa, *In nome del popolo italiano*, N. dalla Chiesa éd., Milan, Rizzoli, 1997.

[5](#) Pour une reconstruction du contexte et des responsabilités de ce crime, je renvoie à N. dalla Chiesa, *Delitto imperfetto: il generale, la mafia, la società italiana*, Milan, Mondadori, 1984 (publié désormais chez Melampo, 2007).

[6](#) Il en reste une trace dans les notes prises pendant ma première année d'engagement pratiquement ininterrompu dans les écoles italiennes : N. dalla Chiesa, « Gli studenti contro la mafia. Note (di merito) per un movimento », *Quaderni Piacentini*, année XXII, nouvelle série, n° 11, 1983, repris

dans « Il movimento degli studenti », dans P. Arlacchi et N. dalla Chiesa, *La palude e la città: si può sconfiggere la mafia*, Milan, Mondadori, 1987, p. 109-140.

7 « “Cercate i mandanti nella Dc”. Il figlio di dalla Chiesa accusa i potenti siciliani », entretien mené par Giorgio Bocca, *La Repubblica*, 8 septembre 1982.

8 Récemment : N. dalla Chiesa, « Una nuova stagione per il movimento antimafia », *Narcomafie*, année XVII, n° 3, 2010 ; « L’antimafia in movimento », *Narcomafie*, année XVIII, n° 2, 2011 ; « Mafia e antimafia. Vecchie e nuove mappe in Lombardia », *Rocca*, année LXXII, n° 2, 2013 ; « Due donne, molte donne. Storia di un processo simbolico », introduction dans M. Demaria, *La scelta di Lea*, Milan, Melampo, 2013, p. 9-28 ; « The anti-mafia movement in Milan », *Dissent*, avril 2014. En ligne : [https://www.dissentmagazine.org/online_articles/the-anti-mafia-movement-in-milan] (consulté le 07/01/2019) ; et dans une perspective plus générale « Il movimento antimafia nella storia d’Italia », dans *La scelta Libera: giovani nel movimento antimafia*, Turin, Gruppo Abele, 2014, p. 15-47.

9 Pour un portrait plus général du Milan d’après-guerre, voir G. Petrillo et A. Scalpelli éd., *Milano anni Cinquanta*, Milan, FrancoAngeli, 1986.

10 M. Portanova, G. Rossi et F. Stefanoni, *Mafia a Milano: sessant’anni di affari e delitti*, Milan, Melampo, 2011.

11 N. dalla Chiesa et M. Panzarasa, *Buccinasco: la ‘ndrangheta al nord*, Turin, Einaudi, 2012.

12 B. Rizzo, V. Merlin, F. Calamida *et al.*, *1969/2009, a quarant’anni dall’autunno caldo*, Milan, Edizioni Punto Rosso, 2009.

13 Pour une lecture nationale de ces processus, voir E. Santarelli, *Storia critica della Repubblica: l’Italia dal 1945 al 1994*, Milan, Feltrinelli, 1996 ; et P. Ginsborg, *L’Italia del tempo presente: famiglia, società civile, Stato. 1980-1996*, Turin, Einaudi, 1998.

14 Une lecture convaincante de cet événement est proposée par G. Colombo dans *Lettera a un figlio su Mani pulite*, Milan, Garzanti, 2015. Du même auteur, pour les multiples références à ce thème, on suggère aussi *Il vizio della memoria*, Milan, Feltrinelli, 1997.

15 D. della Porta et A. Vannucci, *Corruzione politica e amministrazione pubblica: risorse, meccanismi, attori*, Bologne, Il Mulino, 1995.

16 C. Stajano, *Un eroe borghese*, Turin, Einaudi, 1991. Sur le même sujet, on trouve aussi le livre du fils de la victime : U. Ambrosoli, *Qualunque cosa succeda*, Milan, Sironi, 2009.

17 On renvoie ici au classique et inoubliable *La strage di Stato: controinchiesta*, Rome, Samonà e Savelli, 1970, écrit par des « militants de la gauche extraparlamentaire ». Voir également F. Zinni, *Piazza Fontana: nessuno è Stato*, Bresso, Maingraf, 2007.

18 Sur le massacre de Brescia, voir en particulier B. Tobagi, *Una stella incoronata di buio: storia di una strage impunita*, Turin, Einaudi, 2013.

19 Il vaut la peine de citer ici Mario Moretti, un des plus influents chefs des Brigades rouges, parmi les plus actifs pendant ces années-là à Milan : « Nous étions ouvriers, techniciens, employés, formés dans les luttes venant du bas : mais déjà en plein automne chaud, avec les bombes de piazza

Fontana, le mouvement sait qu'il est agressé, il est dos au mur. À l'usine, il risque de mourir. Il faut sortir de l'usine, il ressent le besoin d'une direction générale, d'un parti. Et nous, nous pensions à un parti différent. » C'est-à-dire le parti armé. Voir M. Moretti, *Brigate Rosse: una storia italiana*, interview de C. Mosca et R. Rossanda, Milan, Anabasi, 1994, p. 62.

[20](#) Le thème revient dans certaines biographies racontées dans G. Bianconi, *Mi dichiaro prigioniero politico: storia delle Brigate Rosse*, Turin, Einaudi, 2003.

[21](#) Pour comprendre l'effet moral de ce crime, voir R. Agasso, *Aula 309: storia del giudice Guido Galli ucciso da Prima Linea*, Milan, Sironi, 2013.

[22](#) La meilleure contextualisation du meurtre de Walter Tobagi dans l'histoire politique et culturelle du Milan des années de plomb est probablement celle produite par sa fille Benedetta, voir B. Tobagi, *Come mi batte forte il tuo cuore: storia di mio padre*, Turin, Einaudi, 2009.

[23](#) Sur ces polémiques, qui n'épargnèrent pas la magistrature, voir A. Spataro, *Ne valeva la pena*, Rome-Bari, Laterza, 2010, un texte autobiographique très utile pour approfondir plusieurs aspects évoqués dans cet article.

[24](#) Pour la documentation, on renvoie évidemment à Isodarco, *Venti anni di violenza politica in Italia, 1969-1988: cronologia ed analisi statistica*, C. Schaerf, G. De Lutiis, A. Silj *et al.* éd., Rome, Università La Sapienza, 1992, 2 vol. Sur le terrorisme à Milan, on recommande un documentaire télévisuel de la Rai pour sa force : S. Caselli et D. Valentini, *Anni spietati – Milano*, mis en scène par Igor Mendolia, Turin, Produzione SGI, 2010. Voir également A. Iosa et G. P. Bazzega, *Milano e gli anni del terrorismo: ad un passo dalla morte*, Milan, Fondazione Carlo Perini, 2010.

[25](#) G. Bianconi, *Eseguendo la sentenza*, Turin, Einaudi, 2008.

[26](#) Sur les confessions de Patrizio Peci et le contexte de la lutte armée, voir P. Peci, *Io, l'infame*, G. B. Guerri éd., Milan, Mondadori, 1983.

[27](#) L'esprit de l'époque est bien reconstitué dans M. Capanna, *Formidabili quegli anni*, Milan, Rizzoli, 1988.

[28](#) C. Stajano et M. Fini, *La forza della democrazia: la strategia della tensione in Italia, 1969-1976*, Turin, Einaudi, 1977.

[29](#) Organismes de base du mouvement, qui pouvaient avoir une dimension locale, par lycée ou par faculté universitaire, ou une dimension citoyenne. Les militants en faisaient partie, tandis que les « simples » sympathisants en étaient exclus. Dans ce sens, les collectifs de cadres constituaient l'ossature du mouvement.

[30](#) Voir les écrits d'un autre leader de la contestation milanaise, fondateur par la suite du Movimento lavoratori per il socialismo : S. Toscano, *A partire dal 1968: politica e movimento di massa*, E. Criscione éd., Milan, Mazzotta, 1978.

[31](#) N. dalla Chiesa, « Del sessantotto e del terrorismo: cultura e politica tra continuità e rottura », *Il Mulino*, année XXX, n° 1, 1981, p. 53-94 ; et également N. dalla Chiesa, « Terrorismi di sinistra », dans D. della Porta éd., *Terrorismi in Italia*, Bologne, Il Mulino, 1984, p. 293-330.

[32](#) À nouveau B. Tobagi, *Come mi batte forte il tuo cuore*, *op. cit.*

[33](#) L. Annunziata, *1977: l'ultima foto di famiglia*, Turin, Einaudi, 2007.

[34](#) Après cela, presque tout changea. Un peu à cause de l'effet direct, beaucoup à cause de l'effet du mouvement historique. Mais c'est à partir de cet événement qu'il faut observer l'histoire ultérieure du pays. Voir G. Crainz, *Il paese reale: dall'assassinio di Moro all'Italia di oggi*, Rome, Donzelli, 2012.

[35](#) A. Moro, *Lettere dalla prigionia*, M. Gotor éd., Turin, Einaudi, 2008.

[36](#) G. Fasanella et S. Rossa, *Guido Rossa, mio padre*, Milan, Rizzoli, 2006.

[37](#) R. Rossanda, « Le Br e quell' "album di famiglia" », *Il Manifesto*, 28 mars 1978.

[38](#) M. Portanova, G. Rossi et F. Stefanoni, *Mafia a Milano, op. cit.*

[39](#) A. Beccaria et G. Turone, *Il boss. Luciano Liggio: da Corleone a Milano, una storia di mafia e complicità*, Rome, Castelvechi, 2018.

[40](#) Voir E. Ciconte, *Ndrangheta*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2008.

[41](#) Pour une contextualisation historique de cette phase, voir N. dalla Chiesa, *Passaggio a Nord: la colonizzazione mafiosa*, Turin, Gruppo Abele, 2016.

[42](#) N. dalla Chiesa, *La convergenza: mafia e politica nella Seconda Repubblica*, Milan, Melampo, 2010.

[43](#) L. Sisti et P. Gomez, *L'intoccabile: Berlusconi e Cosa nostra*, Milan, Kaos, 1997.

[44](#) C. Bellavite Pellegrini, *Storia del Banco Ambrosiano: fondazione, ascesa e dissesto, 1896-1982*, Rome-Bari, Laterza, 2002.

[45](#) Filippo Turati fut en 1892 l'un des fondateurs du Parti des travailleurs italiens et l'un des plus grands représentants du Parti socialiste. Il devint le plus grand symbole du réformisme milanais et fut contraint de s'exiler en France pendant le fascisme. La boutade naît à la rédaction du mensuel *Società civile* et connut une grande fortune, jusqu'à être reprise à l'écrit justement par le grand philosophe (je la lus dans l'une de ses interventions). Je ne suis malheureusement pas arrivé à la retrouver en bibliothèque ni sur internet.

[46](#) Voir à ce propos A. Calabrò, *I mille morti di Palermo*, Milan, Mondadori, 2016 (le livre va jusqu'au Maxiprocesso), et S. Lodato, *Quarant'anni di mafia: storia di una guerra infinita*, Milan, Rizzoli, 2012.

[47](#) Une pièce de théâtre a récemment été dédiée à l'affaire Cristina Mazzotti et les étudiants de la faculté de sciences politiques de Milan ont participé à l'élaboration du scénario : *Cinque centimetri d'aria*, mise en scène de Marco Rampoldi. La première représentation du spectacle a eu lieu au Piccolo Teatro en 2015.

[48](#) Sur la figure de Nando Benigno, voir N. dalla Chiesa, *Storie eretiche di cittadini per bene*, Turin, Einaudi, 1999 (chap. « Benigno comunque », p. 105-131) et V. Biasco, *L'impegno educativo antimafia: il caso di Nando Benigno in provincia di Brindisi*, mémoire de licence, université de Milan, 2017.

[49](#) Les deux magistrats sont, en particulier, les protagonistes de l'enquête sur la loge P2 qui, le 17 mars 1981, les amène à perquisitionner à Castiglione Fibonchi la résidence de Licio Gelli et à découvrir ainsi les célèbres listes des membres de la loge maçonnique la plus puissante d'Italie.

[50](#) N. dalla Chiesa, « Quei silenzi aiutano la pax mafiosa », *La Repubblica*, 19 décembre 1982.

[51](#) V. Biasco, *L'impegno educativo antimafia*, *op. cit.*

[52](#) Dans cette perspective, le livre de Leoluca Orlando est central : L. Orlando, *Palermo*, C. Fotia et A. Rocuzzo éd., Milan, Mondadori, 1990.

[53](#) Journaliste libre, écrivain génial, dramaturge, directeur du mensuel de Catane *I Siciliani*, il fut tué à Catane le 5 janvier 1984 au soir.

[54](#) N. dalla Chiesa, *Milano-Palermo: la nuova resistenza*, P. Calderoni éd., Milan, Baldini & Castoldi, 1993.

[55](#) Pour l'histoire de « Società civile », voir G. Barbacetto et N. dalla Chiesa, *L'assalto al cielo: storie di Società civile e di lotta alla corruzione*, Milan, Melampo, 2016.

[56](#) Titre du film de Michele Placido de 1985 consacré à l'affaire Sindona et au meurtre de Giorgio Ambrosoli (film tiré du livre de Corrado Stajano évoqué plus haut).

[57](#) Néologisme signifiant « le pays des pots-de-vin », composé de « tangente », pots-de-vin, et du suffixe « landia » renvoyant à un pays. « Tangentopoli », nom donné en 1992 au scandale de corruption généralisée mis à jour par l'opération « Mani pulite » (« Mains propres ») de la magistrature milanaise, définit Milan comme « la ville des pots-de-vin ».

[58](#) N. dalla Chiesa, *Storie di boss, ministri, tribunali, giornali, intellettuali, cittadini*, Turin, Einaudi, 1990 (chap. « Società civile », p. 225-258 ; chap. « Il triangolo di via Solferino », p. 153-188).

[59](#) C. Pisano, *Il giornalismo radiofonico di fronte alla mafia: l'esperienza di Radio Popolare a Milano*, mémoire de licence, université de Milan, 2018.

[60](#) A. Iosa et G. P. Bazzega, *Milano e gli anni del terrorismo*, *op. cit.*

[61](#) Un cours de formation pour les enseignants sur la 'ndrangheta naît de ce document (décembre 1987-mars 1988).

[62](#) Parmi les livres qui ouvrent la voie à la révolte morale, nous rappelons G. Barbacetto et E. Veltri, *Milano degli scandali*, Rome-Bari, Laterza, 1991.

[63](#) L'APRI, Association pour la réforme institutionnelle, est particulièrement engagée sur ce front. Elle est conduite par deux entrepreneurs de culture laïque, Franco Morganti et Mario Unnia, tous deux participant également à l'expérience de « Società civile ».

[64](#) Beaucoup de livres sont sortis sur Tangentopoli. Il convient de citer au moins (outre l'ouvrage déjà cité de Gherardo Colombo) A. Di Pietro, *Intervista su Tangentopoli*, G. Valentini éd., Rome-Bari, Laterza, 2000.

[65](#) Le Movimento per la Democrazia-La Rete naît officiellement en janvier 1991. Parmi les principaux fondateurs, il y a aussi Diego Novelli, Claudio Fava, Alfredo Galasso, Carmine Mancuso, Carlo Palermo. Pour une histoire complète, voir D. Saresella, *Tra politica e antipolitica: la nuova «società civile» e il movimento della Rete (1985-1994)*, Florence, Le Monnier, Mondadori Education, 2016.

[66](#) T. Grasso, *Contro il racket: come opporsi al ricatto mafioso*, Rome-Bari, Laterza, 1992.

[67](#) Comité d'initiative et de vigilance sur la correction des actes administratifs et sur les phénomènes d'infiltration d'origine mafieuse, *Relazione conclusiva*, 14 juillet 1992, ville de Milan. Je n'ai pas de mérite particulier quant au rapport final, mais je fais moi aussi partie, en tant qu'expert externe, de ce comité.

[68](#) Je conclus, à ce propos, par la citation avec laquelle j'ai commencé, voir N. dalla Chiesa, *Per fortuna faccio il prof, op. cit*